La Conférence impériale, que L. Blum qualifie de « conférence des bureaucrates » parce qu'aucune analogie n'est possible entre les colonies françaises et les dominions anglais, a pour but — et cela le « Populaire » aura garde de le dire — de rationaliser l'exploitation des colonies et plus particulièrement d'accumuler de nouveaux obstacles à toute tentative de concurrence de ces dernières. Il est vrai que cette conférence où siègent des fonctionnaires gouvernementaux s'appuyant sur les armées d'occupation françaises, ne peut en aucun cas se comparer à Ottawa, mais bien à une assemblée ayant pour but d'étudier les moyens à mettre en œuvre pour pousser de l'avant le travail de « civilisation et de pacification commencé en Algérie il y a cent ans » dans toutes les colonies. Et, effectivement, il s'agit ici de renforcer l'impérialisme français, sa structure économique, de lui permettre de mieux traverser la période de crise économique, de le raffermir pour affronter demain la grande épreuve de la guerre, par une accentuation de l'exploitation des populations des colonies, par l'élévation de barrières douanières coloniales contre des concurrents auxquels il n'est pas encore possible de résister à coups de canon...

Ces trois faits caractérisent un moment des positions qu'occupent aujourd'hui la France qui, par ailleurs, déploie une activité diplomatique des plus fébriles en vue de cimenter des alliances militaires solides. Comme en Belgique, notamment, l'immaturité des conditions pour la guerre détermine une destruction étatique de capitaux gelés, une disciplinisation de l'appareil économique en vue de comprimer les forces de production en même temps que des tentatives de consolider les positions de la France pour le conflit impérialiste inévitable.

En face de cette situation donnée, le mouvement ouvrier français continue sa gravitation désagrégatoire autour du front unique, pendant que se déroule des luttes de classe isolées et que l'unité syndicale s'effectue partiellement dans la confusion. Tout d'abord, il convient de mettre en lumière l'attitude socialiste et centriste dans le problème du blé. Les uns proposèrent platoniquement la création d'un office national du blé, à quoi Flandin répondit justement qu'il s'agissait d'une mesure cadrant avec un régime socialiste... Le parti se contenta d'accepter le projet de Monnot en se réservant de l'amender.

Ce qui caractérise au mieux le mouvement ouvrier actuellement, c'est la correspondance parfaite entre les déclamations unitaires et l'isolement de conflits, tel celui de Roanne qui dure depuis le 12 novembre et qui englobe près de 8,000 ouvriers et ouvrières. Le front unique ne songea pas un seul instant à relier ce conflit à ceux qui se déterminèrent au Bourget, à Paris pour réaliser un mouvement général que l'attitude intransigeante du patronat rendait inévitable. C'est seulement le 15 décembre que le comité de coordination lança un appel où, entre autres, se trouvait un appel à la solidarité avec les ouvriers de Roanne. Actuellement pendant que continue l'agitation « antifasciste » du front commun, ce conflit important qui marque une attaque frontale contre les salaires, après celle subie par les fonctionnaires, se traîne en une lutte d'usure qui reste sans perspective.

Et cependant, du « Populaire » à l'« Humanité », tout le monde prétend que l'unité syndicale fait de grands pas en France et qu'elle va réaliser la cohésion prolétarienne en face d'un capitalisme qui prépare le terrain pour une application sérieuse des projets de Marchandeaux. A regarder de près, il ne semble pourtant pas que l'unité syndicale en France se réalise suivant une autre trajectoire que celle qui mène à la dissolution du prolétariat au sein du capitalisme au lieu de suivre une ligne ininterrompue de luttes revendicatives. On reste toujours au stade du « syndicat unique » qui vient encore de se réaliser dans le rail, groupant cheminots confédérés, unitaires et autonomes dans une seule organisation. Il est aussi en voie de réalisation dans les services publics, mais sur une base de capitulation de la part de la C.G.T.U.

qui abandonne le droit de fraction et se dissoud dans la Fédération Confédérée. Le récent Congrès des Fonctionnaires a clairement indiqué la position réformiste envers l'unité synicale et le chemin que les Jouhaux et consorts entendent faire emprunter au centrisme. Il faut que l'unité syndicale se réalise sur la base d'un plan et non pas pour des grèves insurrectionnelles. Ce plan, sorte de décalque du Plan du Travail du P. O. B., doit s'appliquer dans les cadres de la légalité et représenter une offre de service au capitalisme dans sa phase des pleins pouvoirs et de réforme de l'Etat.

Dans ces conditions, le chemin de Tours, des Services Publics, la création de « syndicats uniques » représente une désagrégation permanente de la C. G. T. U., au profit d'un réformisme qui veut exclure tout conflit de classe et diriger l'unité dans une direction « planifiée ». Et l'attaque capitaliste se développe : maintenant, après le textile, se sont les métallurgistes, demain d'autres corporations pendant que l'unité syndicale devient une confusion inextricable. Il est encore difficile de prévoir comment finira le duel C. G. T. et C. G. T. U. Ce qui paraît certain, c'est que le centrisma mise toujours plus sur le « syndicat unique » pendant que le réformisme s'accroche à son plan inacceptable pour les unitaires, afin de réaliser « l'unité constructive » dans la « vieille maison » désertée par les communistes. En somme, le destin de l'unité syndicale se relie à celui du front commun entre S.F.I.O. et P.C. L'une et l'autre représentent le problème du contrôle unique de la social-démocratie sur le prolétariat et par ce canal l'intégration de ce dernier au capitalisme. Ces derniers temps on pouvait supposer que le front commun entrait dans une phase critique et que bientôt l'ère des insultes mutuelles allait rejaillir. Mais il n'en est rien : le pacte continue. Le parti avait envoyé aux socialistes une lettre contenant un programme de revendications pour tous, y compris les classes moyennes, avec comme revendication centrale : la défense de la démocratie et la dissolution des ligues fascistes. La S.F.I.O. y opposa, comme on sait, une fin de non recevoir en faisant ressortir la nécessité de lutter pour des objectifs généraux telle la nationalisation des industries, etc. «pour la République, contre le fascisme ». Dans une nouvelle lettre le parti marqua son opposition aux plans de nationalisation S. F. I. O., identiques à ceux de la C.G.T. pour revendiquer l'unité syndicale immédiate et la lutte revendicative dirigée vers la destruction de l'Etat capitaliste. La conclusion de toute cette polémique fut un appel du comité de coordination — dont nous parlons plus haut — pour des meetings contre le fascisme, pour la solidarité avec les ouvriers de Roanne, pour la défense de la démocratie menacée par les projets Marchandeaux, pour le statu-quo en Sarre. Ainsi, en face d'un capitalisme décidé à la lutte la plus impitoyable contre le prolétariat, le « front commun » s'avère être un paravant appréciable pour les réalisations des projets gouvernementaux. Peut-être dans les moments décisifs où le capitalisme français frappera définitivement les ouvriers, ce front unique,en en connexion avec la situation internationale, s'effritera-t-il et les centristes reprendront-ils leur liberté ? Mais alors, il y aura ici un simple réflexe d'un parti contre-révolutionnaire ayant accompli sa fonction !

[redacted]